

Les négociations d'adhésion britannique aux CE et la question du Commonwealth

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_negociations_d_adhesion_britannique_aux_ce_et_la_question_du_commonwealth-fr-35e57a2e-5a6a-4a2f-852e-cf8d375bb692.html

Date de dernière mise à jour: 01/03/2017



Les négociations d'adhésion britannique aux CE et la question du Commonwealth

Au cours des années soixante, la politique européenne du Royaume-Uni change. L'approche attentiste des années quarante et cinquante, qui autorise tout au plus une coopération européenne de niveau intergouvernemental, est peu à peu remplacée par la volonté de participer plus activement au processus d'unification européenne.

La peur de s'isoler sur la scène internationale et le vif succès qu'a connu la Communauté économique européenne (CEE), contribuent largement au changement d'orientation des gouvernements britanniques au début des années soixante. Ainsi les relations privilégiées entre le Royaume-Uni et les États-Unis se tendent après la crise de Suez de 1956, et l'empire colonial, qui justifiait le rang du Royaume-Uni comme puissance mondiale jusqu'à la dernière guerre, se désintègre et les liens politiques et stratégiques tissés avec le Commonwealth s'affaiblissent. En effet, la complémentarité de l'économie anglaise avec celle de ses anciennes dépendances s'estompe de façon continue au cours des années 1960.

Or, l'opinion publique et les grands partis politiques, attachés à la souveraineté nationale, semblent divisés. Ainsi, le Parti conservateur est plus favorable à la candidature que le Parti travailliste. Le Labour et les syndicats tiennent en effet à protéger l'État-Providence et le dirigisme économique contre ce qu'ils présentent couramment comme une Europe capitaliste trop ouverte à la libre-concurrence.

À l'étranger, l'intérêt du Royaume-Uni pour l'Europe est diversement ressenti. L'opposition la plus radicale provient de la France. Souhaitant faire l'Europe avec le Royaume-Uni alors réticente au cours des années quarante et cinquante, la France change de position avec l'arrivée au pouvoir de Charles de Gaulle et refuse l'adhésion britannique. Ce rejet témoigne d'une rivalité entre les deux pays pour le leadership en Europe.

Un grand problème concerne notamment les relations du Royaume-Uni avec le Commonwealth. Londres, jouant de sa dimension impériale, réclame de nombreuses entorses aux règles communautaires. Le Royaume-Uni a en effet du mal à accepter le tarif douanier commun par crainte de renoncer à ses relations privilégiées avec les membres du Commonwealth.